

Cannabis Vendredi 05 septembre 2014

Le modèle de légalisation uruguayen

Par C. Zü.

Une délégation de l'Etat sud-américain a témoigné à Lausanne

Mercredi, les architectes de la régulation du cannabis en Uruguay étaient invités à Lausanne pour présenter leur modèle. «Au XXI^e siècle, le monde doit trouver de nouvelles façons de gérer les drogues», a affirmé Julio Calzada, du Secrétariat national des drogues, face à une petite assemblée de spécialistes et commandants de police aussi attentifs que discrets.

En Uruguay, le parlement a approuvé en 2013 un projet de régulation du marché du cannabis, qui autorise les citoyens âgés de 18 ans et plus à acheter jusqu'à 40 grammes de cannabis par mois dans des pharmacies autorisées, à cultiver soi-même six plantes par an, ou à faire partie d'un club de consommateurs. Lieux de distribution, clubs et usagers doivent être enregistrés auprès de l'Institut de régulation et de contrôle du cannabis (IRCCA). «Nous avons un problème, souligne Julio Calzada: la consommation de cannabis était autorisée, mais les usagers devaient avoir recours au marché illégal pour s'en procurer.» Pourquoi n'avoir pas interdit la consommation? «Nous avons deux options: réguler ou pénaliser. Les opposants à la loi étaient contre les deux, mais ils n'avaient pas d'autre proposition.»

Echec face au narcotraffic

La décision uruguayenne détonne, dans une région en proie à l'inflation de la violence liée au trafic de drogue. Elle vise aussi à séparer le cannabis du marché de la «paco», pâte issue de déchets de cocaïne, toxique et très addictive, dont l'usage s'est répandu dans le pays. «Le gouvernement a un instrument de répression, mais n'est pas parvenu à mettre fin au marché illégal. Objectivement, les narcotrafiquants gouvernent le système», souligne encore Julio Calzada. Le marché régulé devrait générer une dizaine de millions de dollars de taxes, dont une partie sera utilisée pour des campagnes de prévention.